

Les écoles et les personnels ont souffert de la gestion ministérielle de la crise sanitaire. Le confinement, l'enseignement à distance, le fonctionnement hybride et les classes fermées sont autant d'éléments qui entraînent la perte du lien social et professionnel.

Tout ceci abîme un peu plus une École malade qui continue de subir de violentes attaques visant à disloquer l'institution et les équipes, à individualiser les pratiques, les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations... La dernière en date est incontestablement l'expérimentation Macron prévue pour 2022 sur la direction d'école, la hiérarchie et l'autonomisation.

Au-delà de notre revendication d'un indispensable plan d'Urgence pour l'École, travaillons et militons pour retrouver une cohésion dans les écoles et le sens du collectif.

Un service public d'Éducation disloqué

Perte du cadre national
(rythmes scolaires, multiplications des relations institutionnelles et territorialisation)

Volonté politique de **modifier le rôle et les missions des directeur-trices d'école** (renforcement des pouvoirs hiérarchiques, choix et gestion des personnels...)

Individualisation des carrières et des rémunérations (PPCR et développement des primes...)



Individualisation des mutations et isolement des personnels avec la réforme de la Fonction publique

Casse du cadre collectif :

Isolement avec la crise sanitaire et l'enseignement à distance...

Développement de la précarité et donc multiplication des statuts des personnels dans les écoles

Mise en concurrence des écoles et des enseignant-es avec le recours généralisé au tout-évaluation.

Développement des tensions au sein des équipes et avec les familles à cause de la pénurie de personnels de remplacement, du poids accru de l'école inclusive sans moyen ni formation.

Collectivement, portons une autre vision de l'École

Retrouvons du sens.

Cela passe par :

POUR ELLES, POUR EUX, POUR NOUS,
LE CHOIX DU COLLECTIF!



La réaffirmation du caractère national du Service public d'Éducation garantissant la fin des inégalités territoriales (financement des locaux et crédits pédagogiques...) et de la mise en concurrence des personnels.



Une autre organisation avec des écoles à taille humaine (aucune école à plus de 200 élèves ou 10 classes, pas de classe à plus de 20 élèves et 15 en Éducation prioritaire ou école maternelle) où la notion de «plus d'enseignant-es que de classes» est effective pour rompre avec le principe «un-e maître-sse-une classe»



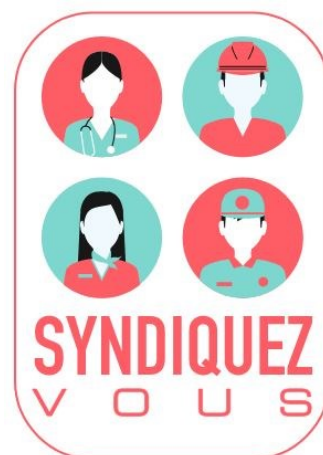
Une école comme lieu de vie, d'accueil, agréable et décent où se construit collectivement une culture commune plurielle de haut niveau, débarrassée de toute pédagogie fondée sur la concurrence et l'individualisation.



Un travail en équipe institutionnalisé sur le temps de travail (avec une formation des personnels pour y parvenir) pour faciliter le fonctionnement des écoles et développer la coopération...



Une école où la liberté pédagogique est exercée de façon collective et permettant la mise en place des programmes par les équipes.



Une direction d'école sans hiérarchie, avec une animation collégiale des équipes, des postes administratifs statutaires dans toutes les écoles pour permettre la prise en charge des tâches administratives et un conseil des maîtres.sesse aux décisions souveraines.



Un déroulé de carrière linéaire, déconnecté de l'inspection et des pressions des IEN.